Archives orales et histoire des organisations

Florence Descamps

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/3921>

DOI : 10.4000/ashp.3921

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2020

Pagination : 302-305

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 151 | 2020, mis en ligne le 09 juillet 2020, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/3921> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.3921>

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2018-2019 : I. *Des Archives de la parole au patrimoine immatériel.* — II. *Vers une histoire orale française à la française ?* — III. *Histoire orale du ministère des Finances dans les années 1980.*

L'année est divisée en trois trimestres.

I. *Des archives de la parole au patrimoine immatériel*

L'articulation qui peut exister entre oralité, histoire, mémoire et patrimoine a fait en France dès le début du xx^e siècle l'objet de questionnements précoces de la part des sciences humaines et sociales ; elle a donné lieu à l'invention de pratiques d'enquête, appuyées sur des innovations technologiques en matière d'enregistrement sonore et de captation d'images. Le premier axe d'étude consiste donc à établir la généalogie et l'histoire de ces pratiques, depuis les premières fixations scientifiques de la parole du début du xx^e siècle jusqu'aux actuelles enquêtes de mémoire orale filmées. Une attention particulière est portée à la terminologie utilisée, de façon à la contextualiser et à l'historiciser : archives de la parole, traditions orales, archives sonores, enquêtes orales, histoire orale, archives orales, témoignages oraux, corpus oraux, mémoire orale, histoire visuelle, etc.

Le deuxième axe consiste à étudier comment ces pratiques d'enquête se sont doublées – ou non – de pratiques de patrimonialisation. Depuis les Archives de la parole créées en 1911 au sein de la Sorbonne jusqu'à la notion de « patrimoine culturel immatériel », élaborée par l'Unesco en 2003, le séminaire s'interroge sur la manière dont la parole enregistrée se trouve prise dans la « fabrique » du patrimoine. Peut-on parler de patrimoine oral ? De patrimoine mémoriel ? Les témoignages oraux font-ils ou non partie du patrimoine culturel immatériel ?

Le troisième axe est délibérément méthodologique et pratique. Il s'inscrit dans une démarche d'ingénierie et souhaite offrir aux auditeurs, chercheurs et professionnels des archives ou de la documentation les outils nécessaires pour mener des campagnes de recueil de témoignages oraux et constituer des corpus de données réutilisables par la recherche en SHS (problématisation, mise en série, contextualisation, documentation, citabilité accessibilité). La question du filmage des entretiens est systématiquement discutée. Enfin, la problématique juridique et éthique qui s'impose désormais pour l'exploitations des données de la recherche en SHS est au cœur de nos préoccupations¹. Plusieurs campagnes d'archives orales patrimoniales ou scientifiques sont analysées en cours de séance. C'est ainsi que les archives orales et les

1. V. Ginouves et I. Gras (dir.), *La diffusion numérique des données en SHS. Guide des bonnes pratiques éthiques et juridiques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2018.

fonds patrimoniaux de l'association *French Lines et Compagnies*, devenue en 2017 un établissement public de coopération culturelle financé par la ville du Havre et la région Normandie et voué à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine maritime et portuaire, ont fait l'objet d'une présentation détaillée par l'archiviste Natacha Potereau².

II. Vers une histoire orale française à la française ?

Le deuxième trimestre a été introduit par un questionnaire portant sur l'existence en France – ou non – d'une *histoire orale française* et sur ses éventuelles spécificités (*une histoire orale à la française*)³. Au terme de la discussion, nous pouvons distinguer au sein de l'histoire orale française quatre grands *référentiels* ou *répertoires* d'analyse qui permettent de saisir l'épaisseur polysémique des témoignages oraux et de distinguer plusieurs types d'usages scientifiques en histoire contemporaine : un référentiel que nous appelons *réaliste* (positiviste) qui s'intéresse aux *faits* rapportés par le témoin (c'est le registre d'analyse privilégié par les historiens, doublé d'un rigoureux recoupement avec les sources écrites) ; un référentiel *discursif* ou narratif qui s'intéresse au *récit* mis en œuvre par le témoin, ainsi qu'à l'oralité (façons de dire, façon de parler, schémas discursifs) ; un référentiel *mémoriel* qui s'intéresse aux formes de la ressouvenance chez le témoin⁴ ; un référentiel *documentaire* qui s'intéresse au traitement des entretiens, à leur structuration et à la production des connaissances qui en découle⁵. À ces quatre référentiels, deux autres peuvent être ajoutés, peu familiers encore aux historiens : le référentiel *accoustique*⁶ qui s'attache à ce qui s'entend (le son, le timbre de la voix, la diction, les silences, etc.) et, dans le cas d'entretiens filmés, le référentiel *visuel* qui s'attache à ce qui se voit (les gestes, les expressions non verbales, le langage du corps, les décors, etc.). Selon les appartenances disciplinaires, tel ou tel registre d'analyse est plus spécifiquement mobilisé.

Cette réflexion s'est appuyée sur des travaux empiriques doctoraux ou post-doctoraux ayant recours aux sources orales, que ces dernières soient archivées dans des institutions patrimoniales, élaborées dans le cadre d'une recherche universitaire ou produites dans un laboratoire de recherche (« Matriciel. Lieux de migrants à travers des récits de vie : mots, perceptions, émotions, cartes », Carmen Brando,

2. Pour en savoir plus sur French Lines, <http://www.frenchlines.com/french-lines/>.

3. F. Descamps, « En guise de réponse à Giovanni Contini : de l'histoire orale au patrimoine culturel immatériel. Une histoire orale à la française », *Sonorité, Bulletin de l'AFAS*, 41 (2015).

4. Sur le concept de « régime de mémorialité », D. Peschanski, *Les années noires : 1938-1944*, Paris, Herman, 2012 ; S. Ledoux, *Le temps du devoir de mémoire des années 1970 à nos jours*, thèse d'histoire, sous la dir. de D. Peschanski, université Paris I, 2014, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01895897/document> ; M. Peroni et D. Belkis, « Pragmatique de la mémoire et enquête sur les régimes de mémorialité », *EspacesTemps.net, Traverses*, 2015, consultable en ligne <https://www.espacestemp.net/articles/pragmatique-de-la-memoire-et-enquete-sur-les-regimes-de-memorialite/>. H. Rouso, *Face au passé. Essai sur la mémoire contemporaine*, Paris, Humensis, 2017 ; J. Sainclivier, *Images des comportements sous l'Occupation : mémoires, transmission, idées reçues*, Rennes, PUR, 2018.

5. M. Mériaux, *Histoires de plantes. Les sources de l'ethnobotanique bretonne*, thèse EPHE, université Rennes II, 2018 ; Pandelis Mavrogiannis, *Constitution d'un corpus de référence pour une langue en danger : les archives orales judéo-espagnoles*, thèse en cours, EPHE, INALCO.

6. Ce référentiel a été dégagé par Maëlle Mériaux dans sa thèse (*op. cit.*).

Laurence Jolivet et Catherine Domingues, CRH, EHESS⁷; « Construire une enquête orale sur l'expérience combattante », Christophe Lafaye, IRSEM⁸; « Archives écrites et sources orales de la guerre d'Algérie. Questionnements et méthodes », Romain Choron, doctorant, Paris I; « Histoire orale des mineurs en Grande-Bretagne. Les fruits d'une revisite »⁹, Ariane Mak, EHESS; « Histoire de l'enseignement de l'architecture et sources orales. Bilan d'étape », Bérénice Gossuin, Comité d'histoire du ministère de la Culture; « Histoires d'ingénieurs », Olivier Lambert, Jérôme Pellissier Tanon, Cédric Neumann, Institut d'histoire de l'aluminium¹⁰.

Au travers de ces études, plusieurs chantiers en cours et à venir ont été dégagés : la question juridique et éthique; les outils documentaires adaptés aux sources orales; les conditions de la « visite », du réexamen ou de la « revisite » des corpus oraux créés et archivés au cours du xx^e siècle¹¹; les effets des dispositifs d'enquête et la critique des sources; la question des médiations, des outils de valorisation et de la réécriture, et toujours la question de la mémoire : en quoi le concept de « régime de mémorialité » est-il opératoire pour les corpus d'archives orales constitués au cours du xx^e siècle? Quels liens entre *régime de mémorialité* et patrimonialisation de la mémoire? Les archives orales permettent-elles de saisir une mémoire collective¹²?

III. Histoire orale du ministère des Finances dans les années 1980

Le troisième trimestre est consacré à l'histoire orale du ministère des Finances dans le dernier quart du xx^e siècle. Le séminaire organise la confrontation des *points de vue* entre chercheurs et témoins, entre historiens de l'économie, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes, en croisant sources écrites et sources orales. Le questionnaire porte sur la contribution des hauts fonctionnaires du ministère des Finances à l'élaboration, à la décision et à l'application des successives politiques économiques et financières menées en France depuis 1981. La perception par les différentes directions du ministère des enjeux économiques et financiers auxquels a été confrontée la France, qu'ils soient nationaux ou internationaux, la culture politique, économique et technique des dirigeants administratifs, la capacité des services à élaborer des solutions en réponse aux problèmes mis à l'agenda, le choix des dispositifs administratifs destinés à la mise en œuvre des

7. <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-02344538>.

8. *L'armée française en Afghanistan. Le génie au combat (2001-2012)*, Paris, CNRS éditions, 2016.

9. *En grève et en guerre. Les mineurs britanniques au prisme des enquêtes du Mass Observation (1939-1945)*, thèse EHESS, 2018.

10. *La belle époque de l'industrie française. Témoignages d'ingénieurs de l'aluminium de Pechiney et Ugine (années 1950-1980)*, Aix-en-Provence, REF.2C Éditions, 2018.

11. G. Laferté, P. Pasquali et N. Renahy, *Le laboratoire des sciences sociales : histoires d'enquêtes et revisites*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

12. F. Descamps, « Témoignages, histoire et mémoire : la fécondité du concept de régime de mémorialité », conférence prononcée lors du colloque international qui s'est tenu à Beyrouth : *Nouvelles archives numériques au Proche-Orient : le son, l'image, le film et le web. Enjeux du partage des données de terrain au Liban, en Jordanie et en Syrie*. Co-organisé par l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, MEAE, CNRS UMIFRE 6, USR 3135), l'Institut français du Liban (IFL), Aix-Marseille Université (AMU), la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme (MMSH) et le programme de recherche ANR Shakk, <https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-02290055/document>.

politiques publiques concernées, le face-à-face *décideur-expert*, le rôle des « entou-rages » et la chronologie fine du processus décisionnel font l'objet d'une attention particulière.

Après s'être intéressé au premier septennat de François Mitterrand, marqué par des alternances gouvernementales contrastées (voir le témoignage d'Antoine Pouil-leute, conseiller d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie, des finances et des pri-vatisations entre 1986 et 1988), le séminaire s'oriente vers le second septennat de François Mitterrand, largement orienté par l'approfondissement de l'intégration euro-péenne (voir le témoignage oral de François Stoll, conseiller de Pierre Bérégovoy, ministre des Finances).

En parallèle, nous avons décidé de rejoindre le programme « Les femmes qui comptent », placé sous la direction de Laure Quennouëlle-Corre (CNRS) et de Sabine Effosse (université Paris Ouest-Nanterre) qui comporte trois volets : les femmes et l'argent dans leur vie privée et dans leur vie professionnelle ; les femmes dans les fonctions comptables et financières dans les banques et les institutions financières privées ; les femmes qui ont atteint les postes d'encadrement supérieur ou de diri-geantes dans ces mêmes institutions. Pour notre part, après avoir étudié les carrières des administratrices des Finances entre 1945 et 1981¹³, nous nous attacherons à la génération suivante (1981-2001) et nous tenterons d'analyser les mécanismes qui leur ont permis de franchir « le plafond de verre » au cours des années 1990. La première inspectrice des Finances (1974), deux administratrices de la direction du personnel et des services généraux, ainsi qu'une administratrice de la direction du budget ont fait l'objet de récits de carrière approfondis. L'objectif à terme est de couvrir les princi-pales directions centrales du ministère des Finances dans la période concernée. Une discussion sur les sources, les méthodes et les questionnements a été organisée avec Elsa Favier, doctorante en sociologie sur les énarques femmes (EHESS¹⁴).

13. « L'histoire des femmes cadres aux Finances 1939-1981 : un plafond de plomb », *Revue française d'administration publique*, 145 (2013), p. 39-63.

14. E. Favier, « “Pourquoi une présence au bureau de quinze heures par jour ?”. Rapports au temps et genre dans la haute fonction publique », *Revue française d'administration publique*, 153 (2015), p. 75-90.